

La migration chinoise en Afrique : accélérateur du développement ou « sanglot de l'homme noir » ?

Sylvie BREDELOUP¹ et Brigitte BERTONCELLO²

Les recherches sur la diaspora chinoise se sont centrées principalement sur l'Europe de l'Ouest et les États-Unis, analysant les processus de sa transformation (Ma Mung, 2000) prenant en compte ses dimensions historiques (Pina-Guerassimoff, 2003 ; Poisson, 2004) et économiques (Waldinger et Tseng, 1992 ; Campani, 1994), s'interrogeant sur les répercussions de son installation dans les sociétés d'accueil (Guillon et Taboada Leonetti, 1986) et sur ses modalités d'intégration (Trollet, 1999). Répercutant les grandes réformes et les mutations économiques de la dernière décennie en Chine, d'autres travaux ont été entrepris intégrant de nouvelles thématiques (migrations intra-contininentales, filières migratoires internationales, travail forcé dans les pays d'accueil...) et explorant de nouveaux horizons géographiques (Europe de l'Est). En Afrique sub-saharienne où l'immigration chinoise est encore plus récente, les analyses restent liminaires et concernent les stratégies d'intégration des Chinois nouvellement arrivés dans le tissu économique camerounais (Esoh, 2005). Une carte représentant les principaux foyers de la diaspora chinoise dans le monde³ laisse à penser qu'au début des années 1990, l'Afrique n'hébergeait aucun Chinois, à l'exception de l'Afrique du Sud.

1 Directrice de recherche à l'IRD (UMR LPED Marseille).

2 Professeur à l'Université d'Aix-Marseille I.

3. F. Dufaux, *Géorconfuences*, numéro intitulé « La Chine entre espace domestique et espace mondial », 2003.

Pourtant, moins d'une décennie plus tard, des ressortissants de la Chine Populaire sont signalés par les médias, un peu partout sur le continent africain, au point d'être présentés comme les nouveaux « envahisseurs ». On parle actuellement de 130 000 ressortissants chinois vivant en Afrique⁴. « Les Chinois arrivent » titre un quotidien marocain⁵ à l'automne 2003 ; « ils imitent sans vergogne toutes les grandes marques de l'électroménager [...] et bientôt ils imiteront les djellabas et les babouches – produits authentiques de l'artisanat marocain ». « Ils sont partout. Bientôt on va les voir en train de vendre les beignets-haricot dans les quartiers⁶ », renchérit un confrère camerounais l'année suivante. A leur tour, les commerçants sénégalais fustigent cette présence asiatique dans les rues de Dakar, déclinant toute la palette guerrière (fronde, combat, offensive...) et interpellent collectivement leur gouvernement. Selon la presse capverdienne, les magasins chinois auraient investi l'ensemble de l'archipel, en quelques années seulement, transformant en profondeur l'activité commerciale. « Invasion », « concurrence déloyale » et « fraude sur les exportations », qui font partie des référents brandis habituellement par les populations locales pour stigmatiser l'étranger, sont ainsi repris par les commerçants ou corporations africains. Ces assignations interrogent la fonction d'accueil de ces pays jusqu'ici caractérisés par l'émigration de leurs ressortissants. Menace pour le commerçant, la présence chinoise devient de surcroît une menace pour le consommateur dès lors que la toxicité et l'illégalité (contrefaçon) sont mises en avant par les opérateurs économiques pour disqualifier le produit étranger. Ceux en provenance de Chine sont pourtant largement diffusés par les commerçants africains eux-mêmes de plus en plus nombreux à se rendre dans le delta de la rivière des perles, au sud-est de la Chine, dans « la plus grande usine du monde », où sont produits aussi bien sous-vêtements, chaussures, jouets, bijoux que petit matériel électronique. Autrement dit, des interdépendances se construisent entre les deux continents et, à l'évidence, les Chinois ne sont pas les seuls responsables de la diffusion sur le sol africain de marchandises fabriquées dans les dizaines de milliers d'usines de la province du Guangdong.

Pendant, l'arrivée récente des populations chinoises en Afrique de l'Ouest demande à être expliquée. Dans quelle mesure la restructuration économique des entreprises d'État dans le Nord-Est chinois, avec des licenciements massifs des ouvriers de l'industrie lourde, conjuguée à l'intensification de l'exode rural, a-t-elle eu une incidence sur les migrations intercontinen-

tales ? De quelle manière le renforcement de la coopération économique et technologique chinoise avec les États africains a-t-il influencé les parcours des migrants chinois ? Après avoir rappelé l'évolution de la coopération sino-africaine, il s'agira, à partir d'exemples sénégalais et capverdiens⁷, de retracer l'itinéraire de ces entrepreneurs chinois, d'apprécier les modalités de leur installation dans les capitales de Dakar et de Praia puis de repérer les réactions que suscitent leur arrivée, à la fois auprès des commerçants et des consommateurs nationaux.

LES MODALITÉS DE LA COOPÉRATION SINO-AFRICAINES

Une solidarité sino-africaine contre l'impérialisme

Des premières relations diplomatiques entre la Chine et l'Afrique ont été établies au moment de la décolonisation du continent ; elles ont été réactivées à l'occasion d'une visite de Chou En-Lai en Afrique⁸ au début de l'année 1964, placée sous le signe d'une solidarité sino-africaine se construisant contre l'impérialisme. Mais très vite, pendant la Révolution culturelle, les critiques virulentes, formulées à l'encontre de l'URSS et des États-Unis, ont affaibli la position de la Chine à la fois sur la scène internationale et dans certains pays africains comme la Tunisie, le Kenya, la République Centrafricaine et le Bénin. A partir des années 1970, engagé dans une politique de détente vis-à-vis des États-Unis, le gouvernement chinois relança sa coopération avec des États africains, proposant une assistance économique à de nouveaux pays implantés notamment dans la partie occidentale du continent⁹. C'est l'époque où la Chine finance la construction d'équipements sportifs, culturels et administratifs ; les stades et les palais de la culture fleurissent dans les capitales africaines. C'est aussi le temps du développement des infrastructures de transport : outre la modernisation du réseau ferré en Angola et l'édification de routes et d'autoroutes au Rwanda, en Éthiopie et au Kenya, la Chine s'engage dans des travaux colossaux comme la construction du

4. *Libération*, 27 avril 2006.

5. *L'Économiste*, novembre 2003.

6. *Le Messager*, n° 1752, 11 novembre 2004.

7. Des entretiens ont été conduits à la fois à Dakar (mars 2004, janvier 2006) et à Praia (janvier 2006) auprès des commerçants chinois mais également auprès des concurrents, des colporteurs, des consommateurs et de responsables administratifs ; des recensements de magasins ont également été réalisés dans les deux capitales. Nous remercions Aïcha Ka pour son aide dans la réalisation des enquêtes de terrain à Dakar. Un mémoire de Master 2 a également été soutenu par Assane Sarr sur la migration chinoise au Sénégal en septembre 2005 sous la direction de B. Bertoncello et S. Bredeloup, cf. Sarr (2005).

8. République Arabe Unie (Égypte), Maroc, Algérie, Soudan, Guinée, Ghana, Mali, Éthiopie, Somalie et Tunisie.

9. Congo Brazzaville, Tanzanie, Zambie, Bénin, Maurice, Madagascar, Nigeria, Rwanda, Togo, Zaïre, Sénégal, Haute-Volta et Cameroun.

chemin de fer Tanzam reliant la Tanzanie à la Zambie. Par ailleurs, la Chine appuie au plan militaire les mouvements nationalistes angolais et mozambicains (Aicardi de Saint-Paul, 2004), renforçant sa coopération notablement depuis le milieu des années 1990.

Au début des années 1980, c'est avec l'Éthiopie et le Lesotho, pays proches de l'URSS, que la Chine a entretenu des rapports privilégiés et qu'elle a soutenu le combat contre l'*apartheid* en Afrique du Sud. Depuis 1989 et les événements de la place Tien An Men à Pékin désavoués par les pays occidentaux, la Chine s'est employée à élargir son partenariat sur le continent africain, multipliant ses visites diplomatiques. Cette offensive s'est largement intensifiée avec la fin de la guerre froide et les transformations à la fois de l'économie et de la société chinoises. Paradoxalement, au lieu de se construire contre le libéralisme comme le supputaient certains observateurs dans les années 1960, les relations sino-africaines se sont renforcées au nom de la globalisation de l'économie. Si dorénavant, la Chine comme les États africains valorisent l'économie de marché, ils y jouent des rôles complémentaires.

Libéralisme et pragmatisme économique

Deuxième consommateur de pétrole de la planète, ne pouvant compter uniquement sur ses propres ressources pour satisfaire ses besoins énergétiques, la Chine convoite plus que jamais les matières premières du sous-sol africain ; l'instabilité des pays du Proche-Orient ayant propulsé également l'Europe et les États-Unis, ses concurrents, dans la course au pétrole africain. Par ailleurs, la Chine est à la recherche de débouchés pour ses produits « bon marché » fabriqués à profusion dans ses « usines monde » et les 900 millions de consommateurs africains potentiels sont une aubaine (Lafargue, 2005). En contrepartie, l'Afrique souhaite séduire de nouveaux investisseurs, disposés à transmettre leurs technologies pour rendre plus compétitifs les produits industriels africains sur le marché mondial ; ce transfert de savoir-faire devant leur faire intégrer rapidement le club des pays émergents. Les consommateurs africains au pouvoir d'achat limité dans leur majorité sont, quant à eux, preneurs de toute la gamme des produits fabriqués en Chine et privilégient le prix au détriment de la qualité. Après des siècles de domination occidentale, les Africains semblent tout à fait séduits par l'idéologie du *win-win* (gagnant-gagnant) diffusée par les Chinois. Assurant qu'il n'y aurait pas de perdant au cours des transactions économiques, ceux-là commencent par effacer la dette des pays africains puis proposent des prêts sans intérêt ainsi que des conditions souples de remboursement. Stimulant, ce

renversement de perspectives augure un dialogue Sud-Sud inédit et permet aux dirigeants africains de diversifier leurs partenaires à un moment où leur économie est « mise sous tutelle mondiale ». Ces nouvelles relations Sud-Sud se transforment en connivences dès lors qu'il s'agit de contrer les modes de régulation du marché proposés par l'Occident au nom de la transparence financière. Autre principe érigé par les Chinois, la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays africains qui va à l'encontre des impératifs de démocratie et de bonne gouvernance posés par les puissances du Nord, notamment à travers les instances onusiennes. De leur côté, les Africains louent la nouveauté d'un partenariat équilibré et se disent être dans le sens de l'histoire parce que croyant au bénéfice d'un rapprochement avec une des plus grandes puissances mondiales et d'une propagation du développement au continent africain.

Dans la réalité, la Chine affiche un pragmatisme économique et un cynisme certain, prête à récupérer, dans des pays en guerre ou sous le joug de gouvernements totalitaires, des marchés délaissés par les Occidentaux¹⁰.

Dorénavant, l'Afrique n'est plus la chasse gardée de l'Occident ; elle exporte vers la Chine ses matières premières à plus ou moins forte valeur ajoutée (bois tropicaux, pétrole nigérian, angolais, équato-guinéen, congolais, gabonais et soudanais, cuivre zambien, charbon sud-africain, or, pierres précieuses et ivoire). L'Asie a également profité des privatisations en cours sur le continent africain pour s'introduire dans des secteurs autrefois réservés aux sociétés d'États (énergie, télécommunications, transport, mine). La Chine s'implique dans la téléphonie mobile notamment au Zimbabwe, au Mozambique et au Nigeria ainsi que plus largement dans la production et la distribution d'électricité. Progressivement, les modalités de l'aide chinoise prennent des formes plus pérennes et plus englobantes : la prospection, l'exploitation et la première transformation sur place des produits miniers, mais aussi la logistique de transport peuvent être prises totalement en charge par les sociétés chinoises. Le plus gros investissement chinois à l'étranger de ces dernières années a d'ailleurs été la construction de 1300 km d'oléoducs au Soudan, pour permettre l'évacuation du pétrole par le port de Marsa-al-Bashair au bord de la Mer rouge. Aujourd'hui, les Chinois sont présents en Afrique dans tous les secteurs d'activité.

10. Grâce au soutien financier de Pékin, Khartoum a pu conduire son entreprise de nettoyage ethnique au Darfour ; rappelons qu'en tant que membre du Conseil de Sécurité de l'ONU, la Chine avait menacé d'user de son droit de veto pour empêcher les sanctions contre le Soudan après s'être finalement abstenue lors du vote. La Chine conserve également de bonnes relations avec le régime de Mugabe au Zimbabwe. En Côte d'Ivoire, à l'automne 2004, tout juste après le départ des ressortissants français inquiétés, elle a apporté son aide au régime de Laurent Gbagbo, finançant le salaire des fonctionnaires.

Un dialogue Sud-Sud inédit

Pour promouvoir un nouveau partenariat économique, la Chine en collaboration avec la plupart des pays africains, a mis en place des forums regroupant des chefs d'État et des entrepreneurs. Le premier, qui s'est tenu en 2000 à Pékin, rassemblait 49 pays africains sur les 54 recensés. Il a débouché sur l'annulation ou la réduction de la dette de 32 pays les moins avancés de l'Afrique pour un montant total de 1,2 milliards de dollars. Il a permis d'autre part l'installation de plus de 600 entreprises chinoises sur le continent africain. Entre 2002 et 2003, le commerce sino-africain a augmenté de 50 % bien que les sommes en jeu restent encore modestes. Au cours du deuxième forum qui s'est tenu à Addis-Abeba en 2003, trois principaux objectifs ont été réaffirmés : la promotion des investissements bilatéraux, la coopération dans des domaines variés (agriculture, transport, tourisme, exploitation des ressources naturelles, formation...) et un engagement en faveur de la paix dans la région malgré le soutien au Soudan.

Voulant resserrer encore davantage ses liens avec l'Afrique, la Chine a publié en janvier 2006 un Livre blanc intitulé « la politique de la Chine à l'égard de l'Afrique » qui entend « développer un nouveau type de partenariat stratégique [...] caractérisé par l'égalité et la confiance réciproque sur le plan politique, la coopération conduite dans l'esprit gagnant-gagnant sur le plan économique et le renforcement des échanges culturels ». Cette initiative est intervenue au moment où le chef de la diplomatie chinoise, Li Zhaoxing, engage une tournée africaine¹¹ qui l'a conduit au Cap-Vert, au Sénégal, au Mali, au Liberia, au Nigeria et en Libye. Au Cap-Vert, cette visite du ministre chinois des affaires étrangères a été précédée de celle du Premier ministre Wen Jiabao qui a débouché sur la signature de deux accords de financement d'un montant de 2 millions de dollars US et de projets de construction d'équipements sanitaires. Au Sénégal, Li Zhaoxing a procédé à l'installation officielle de l'ambassade chinoise. Un accord de coopération a été signé et la dette de 10 milliards de francs CFA a été effacée. Li Zhaoxing a annoncé la participation de son pays à la construction ou à la réhabilitation de 11 stades régionaux, la réalisation d'infrastructures culturelles, la reprise de la mission médicale chinoise à Ziguinchor. Dans le domaine de l'éducation, la Chine s'engage à offrir une soixantaine de bourses à des étudiants sénégalais ; un échange d'expertise est également programmé pour l'exportation de produits agricoles sénégalais.

11. En avril 2006, c'est au tour du président chinois en personne, Hu Jintao, d'entreprendre sa tournée africaine (Maroc, Nigeria et Kenya), la deuxième en l'espace de deux ans. En 2004, il avait visité l'Égypte, le Gabon et l'Algérie.

Des relations diplomatiques mouvementées au Sénégal et stables au Cap-Vert

C'est en décembre 1971 que la Chine et le Sénégal nouent leurs premières relations diplomatiques sous la présidence de Léopold Sédar Senghor. Alors que la Chine importe du phosphate du Sénégal (30 000 tonnes par an), le Sénégal achète du thé, des textiles et des produits d'industrie légères à la République populaire ; la balance commerciale restant toutefois largement favorable à cette dernière. Au-delà de ces échanges classiques, la Chine fournit, à l'époque, une assistance économique sous la forme de crédits sans intérêts pour la réalisation de plusieurs projets dont la construction du stade de l'Amitié à Dakar, de centres culturels et du barrage d'Affiniam en Casamance. Cette aide vise également dans cette région la promotion de la riziculture (par désalinisation) et de la médecine (construction de l'hôpital Silence et envoi d'équipes médicales pour la formation du personnel). Par ailleurs, deux entreprises publiques chinoises spécialisées dans les domaines de la pêche et de la construction travaillent de concert avec des partenaires sénégalais. Cette coopération intègre également des échanges universitaires (professeurs chinois en accueil dans les établissements de Dakar et de Thiès ; bourses accordées par le gouvernement chinois à des étudiants sénégalais).

Sous la présidence d'Abdou Diouf, les relations diplomatiques ont été suspendues le 9 janvier 1996 après la reconnaissance par Dakar de Taiwan¹², sans entraîner pour autant la fermeture des entreprises chinoises au Sénégal ni l'arrêt brutal des négociations. Il faut attendre le 25 octobre 2005 pour que la Chine et le Sénégal rétablissent officiellement leurs relations diplomatiques et que soit ouverte à Dakar, quelques mois plus tard, une ambassade de Chine : « le gouvernement de la République du Sénégal reconnaît qu'il n'y a qu'une Chine dans le monde, que le Gouvernement de la République populaire de Chine est l'unique gouvernement légal représentant toute la Chine et que Taiwan fait partie intégrante du territoire chinois ». Les déclarations politiques relayées par la presse mettent en avant le rôle clé du Président sénégalais Abdoulaye Wade dans le rétablissement de la coopération entre les deux pays, parlant de « corriger une erreur diplomatique » sous-entendue commise par son prédécesseur Abdou Diouf. Selon Cheikh Tidiane Gadio, ministre des affaires étrangères, le président Wade a posé « un acte diplomatique majeur » ; il s'agit d'une décision historique résultant « d'une

12. En 2006, cinq pays africains (Erythrée, Faso, Gambie, Malawi, Swaziland, Sao Tomé et Príncipe) conservent des relations diplomatiques avec Taiwan.

analyse objective et approfondie de la géopolitique mondiale et [correspondant] parfaitement aux intérêts fondamentaux de notre pays et à l'esprit de sa nouvelle diplomatie, [...] diplomatie d'équilibre, de réalisme, de souveraineté, de paix et de développement au service de l'intérêt national et de la promotion de la cause africaine¹³ ». Commentant largement et glorifiant cet acte, l'entourage politique du Président entend faire passer leur leader pour un visionnaire éclairé. On lui attribue une lucidité sans faille et une hauteur de vue qui lui auraient fait comprendre, avant les autres, la nécessité de collaborer avec cette puissance incontournable à l'heure de la mondialisation. Le dynamisme économique de la Chine, pays attendu comme nouveau leader mondial dans la décennie à venir, pourrait avoir valeur d'exemplarité pour le Sénégal. Son président qui souhaite imprimer sa marque dans une nouvelle Afrique, ambitionne de faire de son pays le premier « dragon du continent ». Cette alliance opportune devrait reconfigurer la carte des relations internationales en Afrique et rendre moins prégnante l'influence des anciennes puissances coloniales. La coopération avec la République Populaire de Chine est aussi à interpréter comme la recherche d'une caution : « le Sénégal a des ambitions sur la scène internationale, lesquelles ont besoin d'être appuyées par la Chine » faisait remarquer Pape Abdou Cissé, ancien ambassadeur du Sénégal en Chine. Il s'agit en partie d'une reconstruction d'un discours par des membres du gouvernement, soucieux de renforcer le rôle diplomatique du Sénégal dans la sous-région et d'asseoir la légitimité présidentielle dans le pays. Les propos du président lui-même semblent, en effet, beaucoup plus réservés bien qu'il s'attribue le rôle de décideur et de censeur dans les négociations : « Monsieur le Président, lorsque je suis arrivé au pouvoir en mars 2000, j'ai trouvé que nos deux pays avaient établi des relations diplomatiques et qu'un programme de coopération était en cours. Nous l'avons résilié et établi un nouveau programme quinquennal. Pour moi, c'était un test qui devait m'amener à apprécier définitivement l'avenir de notre coopération. Il faut reconnaître que nos négociations ont toujours été difficiles mais finalement aboutissaient positivement. [...] Aujourd'hui, le gouvernement du Sénégal a procédé à une réévaluation de nos relations et a estimé devoir établir des relations diplomatiques avec Pékin, avec les conséquences qui en découlent. ¹⁴ ».

En décembre 2005, le premier ministre chinois Wen Jiabao, à l'occasion d'une visite officielle à Lisbonne, a insisté sur la nécessité que la Chine et le

Portugal « renforcent leur coopération économique avec les pays de langue portugaise en mettant à profit leurs avantages réciproques ¹⁵ ». Son homologue portugais José Socrates a confirmé l'intérêt qu'avait aussi le Portugal à se constituer en partenaire de la Chine en Afrique, précisant que « la Chine dispose d'importants capitaux mais nous avons en plus une connaissance du terrain, de la langue, de la culture et des traditions ¹⁶ ». Une nouvelle réunion était prévue courant 2006 entre la Chine, le Portugal et six pays lusophones – Angola, Brésil, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique et Timor Orienta – visant à asseoir cette coopération commerciale.

En janvier 2006, la visite du ministre chinois des affaires étrangères au Cap-Vert, première étape de son périple africain, a été ainsi l'occasion de renforcer le dialogue politique et diplomatique entre la Chine et le Cap-Vert un des pays d'Afrique lusophone. Vieille de trente ans, la coopération sino-capverdienne se traduit par une forte présence chinoise dans les secteurs de la santé et de la construction. Contrairement au Sénégal, le Cap-Vert depuis son indépendance a toujours pris position en faveur de « l'unicité de la Chine » et appuie également aujourd'hui la « réunification » de la Chine ¹⁷. L'ambassade de Chine, installée à Praia depuis de nombreuses années, est située symboliquement juste en face de l'Assemblée nationale dans des bâtiments imposants. Depuis juillet 2005, pour la première fois le Cap-Vert a ouvert une représentation diplomatique en Asie dans la perspective de développer un partenariat stratégique avec la Chine, en captant des ressources et des investissements favorables à l'économie de l'archipel. L'ambassadeur du Cap-Vert en Chine est l'ancien Directeur Général de la coopération internationale au ministère des Affaires étrangères capverdien.

L'ESSOR DES BAZARS CHINOIS DANS LES CAPITALES OUEST-AFRICAINES

Au-delà des coopérants techniques venus travailler sur les chantiers de construction dans le cadre de ces accords bi-latéraux et qui constituent en core la majorité des migrants chinois en Afrique, que peut-on dire des populations arrivées de leur propre initiative au Cap-Vert et au Sénégal pour développer des négociations ?

13. *Le Soleil* du 16 janvier 2006.

14. *Le Soleil*, 16 janvier 2006, lettre adressée à M. Shen Shu Bian.

15. Agence France Presse, 10 décembre 2005.

16. Agence France Presse, *op. cit.*

17. *Panapress*, 10 janvier 2006.

Des Chinois de Macao seraient les premiers ressortissants asiatiques à s'installer, à la fin des années 1980, dans l'archipel du Cap-Vert comme aux Canaries, aux Açores et à l'île de Madère pour ouvrir notamment des restaurants. Le Cap-Vert constitue leur première plate-forme commerciale en Afrique de l'Ouest. La présence asiatique au Sénégal remonte, quant à elle, aux années 1980 ; elle était alors négligeable, concentrée à Dakar principalement dans les secteurs de la restauration (Vietnamiens) et de la photographie (Coréens). À la fin des années 1990, c'est au tour des ressortissants de la République de Chine Populaire d'affluer au Cap-Vert et au Sénégal pour y écouler dans des boutiques une gamme extrêmement hétéroclite de biens de consommation destinés à la personne ou à l'aménagement de la maison. A Praia comme à Dakar, les commerçants proposent vêtements neufs ou d'occasion pour enfants et pour adultes, lingerie féminine, chaussures de ville et de sport, ceintures, sacs, casquettes, foulards, bijoux fantaisie, cosmétiques mais aussi linge de table, draps, napperons, tapis, vaisselle, plateaux, équipement de salle de bain, ustensiles de jardin, matériel de bricolage, horloges, vases et fleurs artificielles, statuettes de porcelaines, bibelots en tout genre, posters, calculettes, walkman, radio, téléviseurs, ventilateurs. En fonction de la mode et au gré des événements et des fêtes religieuses qui marquent la vie quotidienne des populations, ils adaptent la nature des produits vendus, recourant à la virtuosité de compatriotes copistes installés en Chine : c'est ainsi que des pères Noël en plastique inondent le marché de Praia en décembre, des horloges murales serties de reproductions du Pape au Cap-Vert ou d'un marabout mouride au Sénégal fabriquées sur les rives de la mer de Chine, sont exposées dans leurs locaux commerciaux. Autres temps forts, la rentrée des classes avec son lot de fournitures scolaires, l'*Aïd el Kebir* avec des vêtements apprêtés pour les enfants sénégalais ou encore la Saint-Valentin pour les amoureux capverdiens. Tous ces produits sont attractifs parce que bon marché ; leurs acquéreurs, le plus souvent de condition modeste, ont le sentiment de pouvoir accéder ainsi à la société de consommation et d'être partie prenante de la mondialisation. « Ils vendent pas cher [...], ils ont beaucoup de nouveautés [...], on peut changer souvent. ¹⁸ » Cette fièvre consumériste devient encore possible par temps de crise et les prix très compétitifs de ces produits, que tous reconnaissent comme de qualité médiocre, autorisent aussi la clientèle populaire à se mettre en scène, à jouer des apparences. A Dakar comme à Praia, les mêmes plaisanteries circulent sur le caractère éphémère des produits proposés par les Chinois qui proviennent

de Chine populaire mais aussi de Thaïlande : « choisis bien le jour où tu mettras tes chaussures neuves, c'est la première et dernière fois ! ¹⁹ ».

Une implantation commerciale en cœur de ville

Mais où ces commerces chinois sont-ils donc implantés dans les capitales ouest-africaines alors que les rumeurs laissent accroire à une invasion de tous les quartiers ou à la constitution de petits *Chinatowns* ? À l'évidence, les boutiques gérées par les ressortissants asiatiques sont localisées dans les quartiers centraux à forte valeur symbolique. A Praia, elles se concentrent pour l'essentiel sur le Plateau, ancien quartier colonial, dans les rues principales (*avenida Amílcar Cabral, avenida de 5 Julho, avenida Felicidade, avenida Guerra Mendes*) qui structurent le centre historique. La vieille bourgeoisie locale, qui rencontrait des difficultés croissantes à entretenir son patrimoine, a profité de l'arrivée des commerçants chinois pour louer ses biens au meilleur prix : avant de se réinstaller en périphérie, dans les nouveaux quartiers *haut standing* de la ville. En 2006, selon nos informateurs, les Capverdiens louent en moyenne entre 100 et 150 000 *escudos* leurs locaux aux Chinois avec trois mois d'avance alors qu'ils les cédaient précédemment à 30 000 *escudos* à des compatriotes. C'est ainsi que les maisons de maître de l'époque coloniale, plutôt que d'être restaurées, ont été réaménagées grossièrement pour un usage mercantile immédiat. Les rez-de-chaussée et les premiers étages ont été transformés en locaux commerciaux « tape-à-l'œil » : les murs violemment éclairés par des néons ont été repeints dans des couleurs éclatantes ; des radios-cassettes déversent jusque sur la chaussée des tubes anglo-saxons mal enregistrés. Rangés pêle-mêle sur des étagères, les produits couvrent les murs quand ils ne sont pas présentés dans des cartons à même le sol, donnant l'impression d'une extrême profusion. À l'entrée, à proximité du comptoir où s'agglutinent trois ou quatre ressortissants asiatiques, parfois des caméras de vidéo-surveillance viennent en soutien à la myriade de vendeuses capverdiennes qui sont chargées de contrôler les mouvements des consommateurs. Ces boutiques en nombre pléthorique sur un espace restreint et qui, de surcroît, affichent par le biais de leurs enseignes, leur identité chinoise, bouleversent en profondeur la physionomie du centre-ville ; elles remettent même en question ses fonctionnalités, minorant ainsi l'impact des bâtiments qui incarnent les pouvoirs économique, politique et culturel nationaux. Dans ce quartier central, ces nouveaux commerces asiatiques qui occupent la quasi totalité de l'espace. côtoient quelques sièges bancaires, des agences de voyage, de

18. Entretien Dakar, 9 janvier 2006.

19. Entretien Praia, 12 janvier 2006.

hôtels et des espaces internet. Ce changement de décor produit aux yeux des Capverdiens de l'étrangeté là où il y avait de la familiarité. Au pied de la vieille ville et dans le prolongement du marché central de Sucupira, l'avenida Cidade Lisboa, grande artère traversant le quartier de Fazenda, accueille plus d'une quinzaine de commerces chinois.

A Dakar, le dispositif commercial semble, dès l'origine, moins concentré et plus linéaire ; cette particularité tient à la configuration de l'espace retenu par les négociants chinois. Ils se sont installés en premier lieu sur le boulevard Général de Gaulle, longue artère bordée d'allées sur laquelle défilent les soldats de l'armée sénégalaise à l'occasion de la fête de l'Indépendance. Ce lieu symbolique est situé à l'intersection des quartiers Fass, Colobane et Gibraltar, en bordure de la Médina. Cet axe de circulation, également connu sous le nom d'allées du Centenaire qui dessert tous les quartiers résidentiels Nord de la ville (quartiers HLM, Grand Dakar et SICAP) et double pour partie l'autoroute, est aussi l'une des entrées du Plateau. Jusqu'à présent résidentiel et occupé par des fonctionnaires travaillant dans les ministères installés en centre-ville, ce quartier s'est totalement transformé depuis que ses propriétaires sont devenus des retraités. N'ayant plus les moyens financiers suffisants pour entretenir leur famille élargie dans ces maisons, construites aux normes occidentales, ceux-là ont considéré les propositions de location des Chinois comme une véritable aubaine. Ils ont même été nombreux à accepter la transformation de leur garage en espace de vente. Selon nos informateurs, des villas louées encore récemment à 90 000 francs CFA par mois à des Sénégalais, sont à présent proposées à 250 000 francs CFA à des Chinois. Ces espaces marchands, de superficie moindre qu'à Praia, aménagés sous la forme de comptoir de vente, et ne laissant donc pas la possibilité aux clients de déambuler dans la boutique, bénéficient d'un prolongement sur l'espace public. Surnommées « marché chinois » par les Dakarois, les contre-allées du Centenaire sont transformées en aire d'attente pour les clients et en espace de redistribution de la marchandise à l'attention des colporteurs. Si, comme à Praia, les boutiques de Dakar écoulent leurs marchandises à la fois en gros et au détail, en revanche leur superficie est trop restreinte pour intégrer un espace de stockage. Il est courant de rencontrer sur la chaussée des employés sénégalais tirant des pousse-pousse débordant de marchandises récupérées dans des hangars loués du côté de Fass. De manière plus générale, les commerçants chinois doivent composer avec la saturation foncière de cet espace urbain bloqué, d'un côté, par la médina très densément occupée et, de l'autre, par l'autoroute. Dans un premier temps, ils poursuivent leur avancée vers le sud, dans le prolongement du boulevard de Gaulle sur les allées Pape Gueye Fall et se rapprochent à la fois de la grande mosquée,

de l'entrée de l'autoroute et du Plateau (centre ville). Deuxième glissement l'avenue Faïdherbe dans sa partie occidentale. Cette récente implantation si elle éloigne les commerçants du centre-ville, permet un rapprochement en direction de la nouvelle gare privée Petersen, laquelle devrait produire à court terme une nouvelle centralité, en accroche avec un centre commercial tout juste inauguré. Dans leur stratégie d'extension, les Chinois ont transformé en boutiques la grande majorité des ateliers de réparation automobile et de vente de pneumatiques d'occasion localisés autour de la grande mosquée ; ils ont ainsi créé de toutes pièces un nouveau pôle commercial. Les Chinois de Dakar résident à proximité de leurs magasins, dans les quartiers de Colobane et de la Medina alors qu'à Praia, après avoir logé dans un premier temps dans l'aire de stockage située au-dessus des magasins, ils ont investi d'autres parties du Plateau, s'y regroupant discrètement.

Les commerces chinois sont d'autant plus visibles dans les villes de Praia et de Dakar qu'ils sont implantés, de manière très concentrée, dans des quartiers à forte valeur symbolique et qu'ils s'accompagnent d'une transformation du bâti et des usages générant en profondeur une recomposition de paysages et des ambiances. En décembre 2005, le ministre du commerce déclarait : « Nous ne voulons pas de ce que font les Chinois sur les Allées du Centenaire qui peuvent devenir nos Champs-Élysées. Ils peuvent établir des partenariats avec les commerçants sénégalais et ne pas transformer ces allées en souks. »²⁰. Dit autrement, parce qu'ils occupent des lieux patrimoniaux ou des espaces vitrines, ces commerçants les « plus étrangers » sont perçus par une partie de la population et des pouvoirs publics comme des envahisseurs ; alors que leur poids démographique demeure négligeable.

Une population jeune à Praia et majoritairement masculine à Dakar

En dehors de tout recensement officiel, on ne peut se baser que sur des estimations construites à partir du nombre de commerces ou de familles supposés installés et dont la fiabilité est contestable. C'est ainsi qu'à Dakar l'association des consommateurs sénégalais (ASCOSÉN) annonçait le chiffre de 300 commerces chinois en août 2004 et évaluait le nombre de familles à 150 l'année suivante. En 2005, la presse dénombrait 152 boutiques dans les quelles opèreraient 1200 personnes sans préciser leur nationalité ; A. Sarr, la même année, en comptabilisait 138, réparties dans les trois artères principale

20. *Le Soleil* du 7 décembre 2005.

de Dakar (allées du Centenaire, allées Papa Gueye Fall et avenue Faidherbe) et estimait à 145 le nombre de vendeurs. À l'évidence, au regard de nos observations établies dans le même périmètre géographique l'année suivante, les 143 boutiques recensées accueillent chacune entre 2 et 4 travailleurs chinois sans compter les employés sénégalais. Au Cap-Vert, devant l'ampleur du phénomène, l'Institut National de Statistiques (INE) envisage de recenser le nombre de magasins chinois. Selon l'ambassade de France²¹, il y aurait entre 1500 et 2000 ressortissants chinois dans l'archipel qui comptait 450 489 habitants en 2002. Selon notre premier inventaire établi en janvier 2006, il y aurait 70 boutiques regroupant 280 Chinois dans le centre de Praia²² (Plateau et Fazenda). Il serait utile de conduire un travail complémentaire notamment dans la ville d'Assomada, deuxième centre urbain de l'île de Santiago, mais aussi à Mindelo (Sao Vincente) pour mieux apprécier leur accroissement démographique.

La migration chinoise demeure à dominante masculine à Dakar, la population féminine sur les lieux de travail ne représentant que 20 % du total²³. Si les unes accompagnent un mari ou un frère, nombre d'entre elles sont venues seules. Quelques-unes encore sont parties en éclaireurs en terre africaine et ont fait venir par la suite des membres de leur famille pour appuyer la mise en œuvre de leur projet économique. En revanche au Cap-Vert, le ratio est différent, les femmes sont légèrement majoritaires dans les bazars de Praia et leur migration n'entre pas dans le cadre d'un regroupement familial même si elle ne semble pas pour autant engagée en solitaire.

La majorité des migrants chinois interrogés à Dakar se situe dans les classes d'âge 25-29 ans et 30-34 ans ; les autres appartiennent aux tranches supérieures (30-34 ans et 35-39 ans). Plus d'un tiers possède l'équivalent d'un niveau baccalauréat ; quelques-uns ont même entrepris un cursus universitaire en Chine. L'un d'entre eux, ayant rejoint son frère à Dakar depuis deux ans et assurant aujourd'hui la navette entre le Sénégal et la Chine, a suivi une formation poussée en biologie avant de se spécialiser en marketing. Ses parents ont également une position sociale privilégiée ; la mère professeur, le père travaillant pour le gouvernement. La plupart a une expérience professionnelle, acquise avant de quitter la Chine ou encore dans un autre pays étranger. Il ne s'agit donc pas d'une population très jeune contrairement à la situation observée à Praia. Dans la capitale capverdienne, l'extrême jeunesse

des ressortissants chinois laisse penser que leur installation, qui semble d'ailleurs transitoire au Cap-Vert, serait le résultat d'une organisation en réseau, bien éloignée des migrations familiales repérées à Dakar. Les centres de passage dans l'attente d'un départ vers l'Europe ou les États-Unis. Les Chinois ne sont pas seulement là pour le commerce, le Cap-Vert est un lieu de passage pour les Canaries, les Açores et Madère. C'est pas normal, c'est bizarre. Les grands patrons viennent régulièrement mais on ne les voit pas. Les jeunes arrivent on ne sait pas comment et certains zonent dans la rue ils ne font rien comme s'ils attendaient un nouveau départ. Ceux qui travaillent changent d'apparence chaque semaine comme s'ils voulaient cacher leur identité.²⁴ » Au-delà de ces rumeurs qui participent une fois de plus à la stigmatisation des étrangers les plus « lointains », ces îles au large du Sénégal sont en train de devenir une nouvelle étape de l'émigration clandestine en direction de l'Europe²⁵.

Des itinéraires migratoires composites

Les commerçants chinois de Dakar sont originaires principalement du Hénan, province du Centre-Est, considérée à la fois comme une des plus peuplées et des plus pauvres²⁶. Les ressortissants de cette région essentiellement agricole, grande productrice de tabac, vivent dans des conditions misérables d'autant que le froid y sévit une bonne partie de l'année. L'exode en ville constitue souvent leur seul salut. Ils font partie de ces « migrants ruraux » qui, dans les années 1980, en pleine « décollectivisation » des campagnes, ont afflué de manière temporaire dans les bourgs voisins où une industrialisation des campagnes a été lancée par le gouvernement (Rouleau-Berger, 2004). La décennie suivante, ce mouvement migratoire interne s'est intensifié du fait des réformes économiques et notamment de la réduction des subventions accordées aux entreprises rurales et de la détérioration du prix d'achat des céréales au regard de l'inflation. Le soulèvement récent de paysans dans plusieurs parties de la Chine rurale témoigne de leur opposition croissante aux conditions économiques inégales du pays. La politique du *hukou*, qui maintenait, depuis 1958, autoritairement les populations rurales à la campagne et dans des activités agricoles a été assouplie. Ce sont ainsi des millions des paysans surnuméraires appelés *mingong*²⁷ qui rejoignent les grandes villes

21. Entretien, Praia, 11 janvier 2006.

22. Praia regroupait 112 000 habitants en 2002 (source : INE).

23. En 2005, dans les 138 boutiques recensées, 133 Chinois et 12 Chinoises étaient comptabilisés (Sarr, 2005). Les femmes ne représentaient alors que 10 % de l'effectif total. Cependant, au regard des observations conduites en 2006, le nombre de commerçants chinois par boutique semble sous-représenté dans cet inventaire.

24. Entretien avec un fonctionnaire capverdien, 10 janvier 2006.

25. Entretiens à Dakar et Praia avec des membres des services de police français, janvier 2006.

26. C'est dans cette région que des personnes ont vendu leur sang dans des conditions sanitaires non sécurisées et ont contracté le sida.

27. Littéralement le « peuple du travail ».

chinoises pour travailler dans les chantiers de construction ou dans les usines d'assemblage et de confection de la partie orientale du pays. Mais, à l'évidence, les villes côtières ne peuvent absorber la totalité de ces arrivées massives et les migrants les moins démunis s'appuient sur les réseaux en place pour envisager une migration internationale. Cependant, à l'examen de nos enquêtes, les ressortissants du Hénan installés à Dakar proviennent autant des villes de Kaifeng et de Zengzhou que des zones rurales. Ils exerçaient déjà, pour un grand nombre d'entre eux, une activité commerciale dans leur pays avant de le quitter.

Les autres migrants chinois implantés dans la capitale sénégalaise sont originaires des provinces du Hunan (Sud-Est), du Jilin et du Liaoning (Nord-Est) mais aussi de Shanghai et de Beijing, plus rarement de Taiwan. À l'instar du Hénan, le Hunan se caractérise par un PIB par habitant parmi les plus faibles de Chine : respectivement 4413 Yuans (Hénan) et 4630 (Hunan)²⁸. Son économie a fait l'objet ces dernières années d'une restructuration importante : les trois anciennes usines d'État qui opéraient dans le secteur du textile ont disparu, remplacées par un tissu de petites entreprises privées. Quant aux provinces du nord-est qui étaient le berceau de l'industrie lourde de la Mandchourie, elles enregistrent également un remaniement en profondeur de leur appareil économique depuis le milieu des années 1990. N'ayant pas été modernisées car considérées comme peu rentables par le gouvernement chinois, les entreprises publiques spécialisées dans la sidérurgie et dans la chimie licencient massivement leur personnel, négociant avec difficultés la transition vers une économie marchande (Kernen, 1997). Les employés des sociétés d'État, qui avaient conservé pendant plusieurs décennies les avantages sociaux de l'ère socialiste, intègrent dorénavant la catégorie des sans-travail (les *xiagang*²⁹) et alimentent celles des « nouveaux pauvres » en Chine qui recourent de plus en plus aux « petits boulots », appelés *zimo zhiye* (Rocca, 1999). Plutôt que de subir ce déclassement ou d'être mis en concurrence avec les migrants ruraux dans les nouveaux pôles phares de l'économie chinoise de Guanzhou (Canton) ou de Yiwu (la région côtière du Zhejiang), nombre d'actifs sans travail préfèrent s'exiler à l'étranger et notamment sur le continent africain. À Dakar, les ressortissants du Jilin, du Liaoning comme de Shanghai et de Beijing se sont installés quatre à cinq années après leurs compatriotes originaires des provinces les plus pauvres, arrivés dès 1998.

28. 1 euro = 0,098 yuan.

29. Littéralement ceux qui sont descendus de leur poste ; ces employés mis à pied parce qu'ils conservent des liens (avantages sociaux ?) avec leur entreprise, ne sont pas comptabilisés parmi les chômeurs.

Dans leur grande majorité, les Chinois de Praia sont ressortissants de la région du Zhejiang, à l'instar de nombreux Chinois de Paris. Cette région orientale se caractérise par un tissu de petites entreprises industrielles en pleine expansion. Un petit nombre de Chinois installés dans la capitale capverdienne est originaire de Beijing et de Shanghai.

Concernant les parcours suivis par les Chinois avant leur arrivée sur l'île de Santiago, plusieurs versions nous ont été rapportées. Selon certains informateurs, les premiers migrants asiatiques provenaient de Macao³⁰, devenue région administrative spéciale (RAS) de la République populaire de Chine depuis décembre 1999. Puis, ils seraient repartis aux États-Unis ou en Asie après avoir mis en place au Cap-Vert une nouvelle antenne de leur dispositif international³¹ et ouvert les premiers restaurants asiatiques. Pour d'autres, le premier Chinois installé à Praia aurait fait préalablement une étape à Dakar où, associé à un entrepreneur libanais, il aurait mis au point un nouveau procédé de transformation de la matière plastique. Ils auraient tous deux tenté de commercialiser leurs produits à Santiago au Cap-Vert³². Ces trajectoires ne sont pas pour autant contradictoires mais renseignent sur la diversité des carrières migratoires. Depuis ces premières installations, les bazars chinois se sont multipliés sur l'ensemble de l'archipel : outre Praia et Assomada, les deux principales villes de l'île de Santiago, Mindelo sur l'île de Sao Vicente mais aussi Sao Filipe à Fogo, Ribeira Brava à Santo Nicolau et les îles de Sal et de Brava constituent de nouvelles destinations pour les migrants chinois.

Au Sénégal, si la plupart des migrants sont arrivés directement par avion via Paris³³, quelques-uns se sont arrêtés en France, en Italie ou en Espagne et y ont travaillé quelques temps comme employés. L'Europe a donc servi d'espace de transit pour des ressortissants chinois qui ont pu ainsi changer de statut professionnel et créer leur propre entreprise commerciale une fois sur le continent africain. Quelques-uns ont préféré s'installer en Algérie ou au Maroc où les membres de leur famille détiennent parfois des boutiques. D'autres enfin ont tenté leur chance en Afrique du Sud ou au Kenya, pays qui ont été les premières étapes des commerçants chinois sur le continent

30. Anciens, les liens commerciaux entre le Cap Vert et Macao sont sans cesse réactivés. A signaler qu'un milliardaire chinois de Macao, propriétaire d'une chaîne d'hôtels et de casinos à Macao, Hong Kong et Singapour annonçait en mars 2001 son intention de financer, à hauteur de 100 millions d'euros, la construction d'un complexe touristique dans l'îlot de Santo Maria dans la baie de Praia (*Panapress* du 8 mars 2006).

31. Entretien avec une Capverdienne, Praia, le 11 janvier 2006.

32. Entretien avec une Capverdienne, Dakar, le 17 janvier 2006.

33. En 2006, il n'existe toujours pas de ligne directe entre la Chine et le Sénégal et la plupart des migrants qui partent de Beijing ou de Shanghai font escale à l'aéroport de Paris Charles de Gaulle, avant de rejoindre Dakar. Quelques-uns transigent par Milan.

noir, ou encore ont ouvert des magasins pendant quelques années en Guinée. Après avoir quitté la province de Liaoning en 1997, ils ont rejoint l'Europe. Leur long voyage les a conduits d'abord en France puis en Espagne. Ne pouvant officialiser leur présence, compte tenu du durcissement des politiques migratoires en Europe, ils ont poursuivi leur route sur le continent africain, gagnant d'abord le Kenya où la communauté chinoise était importante avant de tenter leur chance au Mali puis en Mauritanie. Depuis leur arrivée dans la capitale sénégalaise, l'un a fait venir sa mère, l'autre ses fils, confortant ainsi leur activité commerciale.

Les migrants chinois sont quelques-uns à explorer les possibilités d'implantation dans les villes moyennes dynamiques : Ziguinchor, Thiès et Saint-Louis au Sénégal, Assomada, Mindelo au Cap-Vert. En revanche, conscients de représenter une concurrence en gestation, ils ne s'aventurent pas encore dans les villes déjà largement investies par les commerçants mourides qui font autorité au Sénégal³⁴.

DE LA COLÈRE DES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES À LA FASCINATION DES CONSOMMATEURS

La présence chinoise dans les deux capitales africaines génère des débats au sein de la société civile. Les commerçants déjà installés dénoncent les pratiques anti-concurrentielles des Chinois. A Dakar, ceux qui sont rassemblés au sein de la puissante Union Nationale des Commerçants et Industriels du Sénégal (UNACOIS) accusent les vendeurs asiatiques d'écouler des produits toxiques³⁵ et de mauvaise qualité et de ne pas respecter la législation douanière et fiscale en vigueur. Ils ont d'abord saisi la commission nationale de la concurrence (structure de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Dakar). Ils soupçonnent, en effet, les commerçants chinois de payer des taxes réduites en déclarant des importations de containers, non pas de produits finis, mais de pièces détachées très rapidement remontées. Un grand fripier de la place raconte : « Un douanier a pris un

Chinois avec un container, il l'a visité, il a trouvé des pièces détachées, des morceaux de bois qu'on emboîte. Le type il avait payé 2 millions de taxes pour son container et il n'a rien dit quand on l'a taxé 6 millions. Ça veut donc dire qu'avant, il gagnait au moins 4 millions par container. Le douanier a alors décidé d'augmenter les taxes pour tout le monde, la douane a taxé tout le monde et nous, dans l'affaire, on est encore plus pénalisés³⁶. Par ailleurs, dès 2002, le comité directeur de l'UNACOIS remettait en question l'installation « non contrôlée » de magasins chinois, accusant les commerçants de ne pas toujours déclarer leur activité. Il leur est reproché par ailleurs de ne pas être en règle avec les services de l'immigration, prolongeant de manière inconsidérée leur séjour au Sénégal. La polémique porte également sur les prix des produits proposés par les Chinois. Parce qu'ils bénéficient de contacts privilégiés et d'arrangements particuliers à la fois avec les industriels et les transitaires à l'occasion de leurs déplacements dans leur pays d'origine, ils sont en mesure de proposer sur le sol africain des produits à des tarifs très compétitifs auxquels ne peuvent prétendre les Africains qui vont chercher eux-mêmes la marchandise en Asie. Les secteurs économiques les plus touchés par cette concurrence chinoise sont le textile et l'électroménager. D'après l'un des grossistes libanais dakarois, « depuis trois ans, les tissus chinois [copie de wax hollandais] inondent le marché. Ils ont imité le tissu nigérian, "Angel", reprenant la marque et apposant le logo "garantie wax de qualité" alors qu'il n'y a aucun contrôle et que le tissu est très fin, de qualité médiocre. Le wax Sotiba [usine locale] se vend à 8500 francs CFA le yard alors que le Chinois se vend 7000 francs CFA. Les Chinois sont partout au Bénin, au Togo, j'arrête d'ici deux à trois ans si je peux encore tenir. Ils vont bientôt ouvrir des usines ici et avec leurs ouvriers car ils en ont tellement. Tous les magasins maintenant sont obligés de vendre du tissu chinois car c'est ce qui intéresse le client qui a de moins en moins d'argent.³⁷ » Il semblerait même que les représentants commerciaux de Sotiba soient conduits à racheter eux-mêmes des tissus fabriqués en Chine alors que leur propre usine implantée dans la région dakaroise périclité³⁸. Comme partout en Afrique, depuis l'essor de la friperie et aujourd'hui en lien avec la concurrence chinoise, l'industrie textile décline notablement au Sénégal en dépit des multiples restructurations. L'usine Sotexka à Kaolack a fermé ses portes alors que celle de Thiès (FTT) était reprise par la Nouvelle Société Textile Sénégalaise. Mais cette dernière a dû arrêter la production de pages

34. La doctrine de la confrérie musulmane mouride, organisation soufie qui est apparue au Sénégal à la fin du XIX^e siècle, repose sur le travail assidu de ses disciples et sur l'éthique de la solidarité. Depuis l'élection à la présidence de la République de Me Abdoulaye Wade, lui-même mouride, les affaires de ses co-religionnaires ont pris une ampleur inédite.

35. « L'autre problème est que la marchandise qu'ils nous amènent n'est pas de bonne qualité, ce n'est que de la pacotille. Cela permet aux Chinois de nous apporter des articles qu'ils ne peuvent vendre nulle part ailleurs... Avec les problèmes d'environnement, les Occidentaux ont du mal aujourd'hui à se débarrasser de leurs déchets. Et l'on pourrait se demander s'il ne s'agit pas là de déchets qui sont transformés en articles qu'ils viennent vendre chez nous », I. Lo, secrétaire général de l'UNACOIS-DEF, entretien dans *Le Soleil* du 20 janvier 2003.

36. Entretien le 9 janvier 2006, Dakar.

37. Entretien le 17 janvier 2006, Dakar.

38. Entretien le 16 janvier 2006, Dakar.

africains en 2005, ne pouvant rivaliser avec les tarifs proposés par les fabricants chinois. Premier fournisseur de tee-shirts du pays, elle connaît également des difficultés croissantes sur ce créneau. Les fripiers qui, depuis quelques années, avaient porté un coup sérieux aux vendeurs de wax et couturiers, à mesure que se dégradait le pouvoir d'achat des consommateurs, sont eux-mêmes concurrencés par les commerçants chinois écoulant des vêtements neufs à des prix inférieurs. « Pour 1 000 francs CFA, tu peux avoir un short et un tee-shirt pour la fête de la Tabaski pour ton enfant, ce n'est même pas le prix d'un ensemble à la friperie. Mais dans le futur, c'est dangereux pour celui qui nourrit sa famille car c'est un trou, tu dois remplacer souvent, c'est pas la bonne qualité. ³⁹ » On retrouve la même compétition entre le vêtement neuf et d'occasion au Cap-Vert. Une importatrice de fripes capverdienne installée à Boston depuis 1989 et écoulant la marchandise dans des hangars à Praia signale la montée en puissance des commerçants chinois depuis 1995, laquelle a provoqué une baisse notable de sa propre activité ⁴⁰. De la même manière, les grossistes capverdiennes qui partaient acheter de la lingerie féminine au Brésil se sont plaintes, dans un premier temps, de la concurrence que leur opposaient les ressortissants chinois installés au Cap-Vert avant de faire pression sur leur gouvernement pour conserver certaines de leurs prérogatives. Dorénavant, celles qu'on nomme les *rabidantes*, ces Nana Benz version capverdienne, passent commande auprès des Chinois et les approvisionnent régulièrement en chemises et sous-vêtements en provenance de Rio.

D'autres secteurs encore de l'économie locale, comme la fabrication d'allumettes et de chaussures, sont menacés par l'introduction de produits asiatiques au Sénégal. Les cordonniers de la Medina sont conduits à écouler leurs chaussures artisanales en Mauritanie alors que leur clientèle habituelle et de proximité se rue vers les échoppes tenues par les Chinois ⁴¹. Ces événements incitent les artisans à se regrouper en association pour défendre leur profession. Ils demandent aux pouvoirs publics d'assurer une meilleure protection des produits artisanaux locaux en taxant les chaussures fabriquées à l'étranger et en mettant en place une centrale d'achat pour améliorer les conditions d'achat du matériel de fabrication.

Après avoir interpellé sans succès les autorités sénégalaises ⁴², les commerçants dakarois ont fermé leurs boutiques sur le marché de Sandaga et

ses alentours, organisant en août 2004 une journée « *vite morte* » ⁴³ ainsi en place une nouvelle forme de protestation « *contre l'invasion massive des Chinois dans le secteur du commerce* ⁴³. » Ils déplorent que les Chinois ne s'orientent pas plutôt vers la création d'emplois dans l'agriculture ou l'industrie sénégalaise. Ibrahima Lô, responsable de l'Unacoi-Des délégués à la presse en février 2006 ⁴⁴ : « La Chine, dont la population s'élève à 1 milliard 300 millions d'habitants, doit investir dans les secteurs primaires et secondaires et créer des emplois massifs. Mais pour nous, il n'est pas question que ses ressortissants viennent ici pour devenir des boutiquiers ou des tabliers, c'est-à-dire envahir le secteur informel et mener ainsi la vie dure aux « Googorlus ⁴⁵ » autochtones. Nous n'accepterons pas qu'ils viennent nous mener la concurrence dans ce secteur qui est à protéger ». Autrement dit, les commerçants sénégalais voudraient que leurs confrères asiatiques fassent ce qu'ils ne se décident pas eux-mêmes à mettre en œuvre.

Sitôt en réaction à la fronde anti-chinoise menée par les opérateurs économiques sénégalais, l'association des consommateurs du Sénégal (ASCOSEN) appuyée par quelques commerçants sénégalais et chinois ainsi que des associations de défense des droits de l'homme (RADDHO) et la Confédération des syndicats autonomes a organisé une marche de protestation contre « l'intolérance, le racisme ou la xénophobie de l'UNACOIS », défilant de la place de l'Obélisque à la Radio-Télévision sénégalaise ⁴⁶. Reprenant à leur compte les stéréotypes habituellement utilisés pour décrire les ressortissants chinois à l'étranger, les Dakarois interrogés évoquent leur discrétion et leur caractère travailleur. Parallèlement, ils dénoncent l'hypocrisie et la cupidité des commerçants sénégalais qui se seraient enrichis au détriment des consommateurs en important les mêmes produits que les Chinois mais en les revendant trois à cinq fois plus cher alors qu'ils peuvent jouer de réseaux autrement plus puissants une fois arrivés au Sénégal pour corrompre les services douaniers ce qui contribue à faire baisser le coût de revient. Une antenne de télévision de qualité équivalente achetée entre 30 et 40 000 francs CFA chez un commerçant sénégalais se négocie à 6 000 francs CFA chez un opérateur chinois. De la même manière, les négociants asiatiques vendent trois briquets (100 francs CFA) ou trois foulards (1 500 francs CFA) pour le prix d'un. « Est-ce la faute aux Chinois que d'avoir permis aux milliers de foyers

39. Entretien le 15 janvier 2006, Dakar.

40. Entretien le 10 janvier 2006, Praia.

41. Walladjiri, 10 janvier 2006.

42. Il semblerait cependant que ces pressions aient porté en partie leurs fruits dans la mesure où, en octobre 2003, quatre bars-restaurants gérés à Dakar par des ressortissants chinois ont été fermés.

43. Afrik.com du 29 novembre 2002 ; Walladjiri du 3 janvier 2003 ; Le Soleil du 20 janvier 2003.

44. Le Soleil du 23 février 2006.

45. En référence au célèbre personnage de bande dessinée créé en 1987 par T.T. Fons et qui représente l'archétype même du Sénégalais moyen empêtré dans les difficultés de la survie au quotidien, sur fond d'ajustement structurel avec son cortège de licenciements.

46. « Sénégal : pour ou contre les commerçants chinois », 13 août 2004, www.afrik.com.

dans ce pays de se vêtir et d'avoir quelques articles ménagers à bon prix ? » faisait remarquer un citoyen dakarois interrogé. « Avec l'arrivée des Chinois, l'acquisition de nombreux produits s'est démocratisée », rappelait de son côté Momar Ndao, président de l'ASCOSEN⁴⁷. Grâce à la compétitivité des produits chinois, les populations africaines même les plus modestes peuvent s'équiper à moindre coût. C'est ainsi qu'on assiste notamment au Cap-Vert à la transformation rapide des intérieurs de maison et à l'explosion de leur ornementation. La *Sala de visita*, espace intérieur de la maison destinée à la représentation devient le lieu d'accumulation par excellence de statuettes, napperons et autres bibelots bon marché acquis dans les bazars chinois.

Si les négociants asiatiques installés dans les villes africaines ne contribuent pas massivement au recrutement de nationaux, ils ne sont pas pour autant responsables du chômage des commerçants africains comme le laissent entendre certaines associations de commerçants. Nombre d'employés sénégalais – commerçants ou agents de sécurité – assistent les Chinois dans leur activité et semblent, dans l'ensemble, satisfaits de leurs conditions de travail, en comparaison avec ce qu'ils ont connu avec des patrons libanais ou sénégalais. Ils mettent en avant le fait qu'ils sont correctement et régulièrement rémunérés et respectés par leurs employeurs. Leur salaire mensuel oscille entre 40 et 50 000 francs CFA par mois (équivalent du SMIG). Ils assurent à la fois la vente de produits et la surveillance du magasin et font office d'interprètes. Parfois, ils transportent la marchandise des lieux de stockage jusqu'aux magasins ou encore tiennent la caisse. Tous semblent bien maîtriser le français et le wolof et parfois quelques bribes de chinois. Tous ont suivi un cursus scolaire et une partie d'entre eux est allé au lycée jusqu'en terminale. Les uns étaient précédemment colporteurs, apprenti chauffeur de cars rapides, les autres femmes de ménage, rappeurs, surveillants dans une société agricole. Pour la majorité d'entre eux, ils ont été recrutés par le biais d'un parent ou d'un ami qui avait déjà travaillé pour un commerçant chinois ou qui entretenait avec lui des liens de confiance. Forts des connaissances acquises auprès de leurs employeurs, les assistants sénégalais comptent dans l'avenir monter leur propre affaire dès lors qu'ils auront suffisamment épargné. Quelques-uns encore sont repartis en pionniers ouvrir une boutique à l'intérieur du pays, commercialisant des produits chinois.

Les colporteurs, tous de sexe masculin, qui s'approvisionnent auprès des boutiquiers chinois, essentiellement en chaussures et en cosmétiques, semblent également apprécier la souplesse commerciale de leurs fournisseurs

multiples. « Les marchandises sont moins chères, les Chinois font des réductions alors que les Sénégalais et les Libanais vendent à des prix fixes... » ; « Ils nous laissent exposer devant leurs boutiques... » ; « ils ont beaucoup de nouveautés et ils vendent moins cher » ; « avec les produits qui se vendent difficilement, ils font crédit ». Les uns avaient déjà une expérience dans la vente ambulante, les autres étaient apprentis dans l'artisanat (menuisier, bijoutier) ou dans le transport (chauffeur, charretier). La plupart d'entre eux ont suivi seulement une formation coranique avant de se lancer dans une activité professionnelle.

Si le dispositif commercial mis en place par les Chinois prend les apparences de l'*ethnic business* où tous les acteurs appartiendraient à la même communauté et écouleraient en monopole des produits asiatiques, en réalité, la situation est plus complexe. Les Africains sont de plus en plus nombreux à vendre des marchandises en provenance de la Chine et ceux qui, dans un premier temps, étaient employés par des Chinois montent leurs propres affaires, bénéficiant du savoir faire et des réseaux de leur ex-employeur. Enfin, la majeure partie des consommateurs sont Africains.

POUR CONCLURE

Si les commerçants chinois sont de plus en plus nombreux à s'implanter ces dernières années sur le continent africain, il n'est pas possible pour autant de conclure que le Sénégal et le Cap-Vert constituent les points d'ancrage d'une diffusion des produits chinois vers les autres pays d'Afrique de l'Ouest. D'une part, les mouvements des migrants chinois entre Praia et Dakar se révèlent très limités et les migrants installés ne semblent pas envisager une autre étape africaine alors que le départ vers l'Europe revient très souvent dans les discours. D'autre part, au Mali, en Côte d'Ivoire comme en Guinée, des ressortissants de Chine populaire s'installent sans tisser de liens préalables dans les premiers pôles capverdiens et sénégalais antérieurement investis par leurs compatriotes. La diaspora chinoise essaime un peu partout dans l'ensemble régional africain sans programmation arrêtée de ses parcours migratoires, sans stratégie élaborée.

Toutefois, le renforcement de la coopération économique et technologique des États africains avec la Chine influence notablement les parcours de ces migrants. Il s'accompagne d'abord de l'installation d'entreprises et de travailleurs chinois sur le sol africain puis provoque l'arrivée de commerçants chinois. Migration de main-d'œuvre encadrée par des entreprises chinoises

47. 13 août 2004, www.afrik.com.

et migration commerciale initiée par des individus et des familles participent d'un même mouvement ; le premier créant un contexte particulièrement favorable pour l'essor du second. Il arrive même qu'à l'issue de leurs contrats dans le bâtiment ou les travaux publics en Afrique, des ingénieurs et des ouvriers obtiennent le droit de rester sur place et ouvrent une boutique dans la perspective d'une reconversion professionnelle.

Cette migration chinoise sur le continent africain réinterroge les capacités des sociétés d'accueil à intégrer de nouvelles populations en leur sein et à gérer les recompositions et concurrences qu'elle génère. L'Afrique, terre d'émigration, est de plus en plus concernée par le retour de ses propres ressortissants, pour partie refoulés, mais aussi, par l'entrée de nouveaux candidats à l'immigration, africains et asiatiques. Les gouvernements devront être conduits à élaborer des politiques migratoires visant à mieux maîtriser l'accueil des étrangers notamment en révisant ou réactualisant leur législation de l'emploi des étrangers ou encore en veillant à ce qu'elle soit appliquée dans la perspective de consolider le partenariat avec leur pays d'origine. C'est ainsi qu'au Bénin, au Nigeria, au Ghana et bientôt au Mali, des chambres de commerce sino-locales sont développées à l'initiative des États africains après que les migrants chinois se sont organisés en associations. Mais le plus souvent, les gouvernements se limitent à des mesures ponctuelles prises dans l'urgence, au gré des événements et ne semblent pas en mesure de réagir dès lors que la population exprime des formes de xénophobie. La discrétion présumée des Chinois devient suspecte aux yeux des ressortissants africains, leur goût supposé pour le travail est interprété comme de l'aliénation⁴⁸ ; d'autres poncifs encore sont réactivés telles que les pratiques mafieuses et corruptives. Les migrants chinois en Afrique ne sont-ils pas en train de devenir les nouveaux boucs émissaires après les Libanais et les Indo-Pakistanaïes, ces célèbres intermédiaires du commerce africain ? Et par ailleurs, le gouvernement chinois ne va-t-il pas être contraint à réviser sa politique économique sous la pression de ses propres ressortissants qui remettent en question leurs conditions de travail sur le sol africain⁴⁹ ?

48. Sur le chantier du barrage de rétention du Poilao au Cap-Vert, gigantesque ouvrage entièrement financé par la Chine en février 2006, des délinquants ont agressé des ouvriers et des techniciens chinois. La presse (Semama) rappelle que les Capverdiens minoritaires sur le chantier peinent à s'adapter à la cadence de travail de leurs collègues chinois.

49. A Alger en avril 2005, des travailleurs chinois ont manifesté contre leur employeur chinois en raison de mauvaises conditions de travail. Ces émeutes ont été qualifiées « d'actes d'anarchie » par le gouvernement chinois et les meneurs ont été rapatriés à la grande stupéfaction des Algériens qui ont pu être recrutés à leur place (Les Chinois à Alger, 26 avril 2004, alfrkeco.com).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AICARDI DE SAINT-PAUL, M. (2004), « La Chine et l'Afrique, une relation d'intérêt », *Géopolitique africaine*, n° 14, Paris, 9 p.
- CAMPANI, G. et al. (éd.), (1994), *L'immigrazione silenziosa. La comunità cinese in Italia*. Milan, Edizioni della Fondazione G. Agnelli, 235 p.
- COSTA-LASCOUX, J. et L. YU-SION (1995), *Paris XIII, lumières d'Asie*, *Auteurs coll.* « Français d'ailleurs peuple d'ici », 168 p.
- COUSSY, J. (1999), « Idéologies, diplomaties et intérêts dans les relations économiques afro-asiatiques », *Politique africaine*, n° 76, décembre, p. 47-62.
- ESOH ELAME, (2005), « L'immigration en Afrique Noire dans le contexte de la mondialisation », www.lestamp.com/publications_mondialisation/publications.esoh.htm.
- HOFFMANN, N. et J.-C. MABIRE (2000), *Afrique-Asie, vers un nouveau partenariat*. Paris, CHEAM, La Documentation Française.
- GUILLON, M. et E. MA MUNG (coord.) (1992), *La diaspora chinoise en Occident*. REMI, vol. 8, n° 3.
- GUILLON, M. et I. TABOADA-LEONETTI (1986), *Le Triangle de Choisy*, Paris, L'Harmattan.
- KERNEN, A. (1997), « Shenyang apprend à gérer ses pauvres », *Perspectives chinoises*, n° 40.
- KERNEN, A. et J.-L. ROCCA (1998), « La réforme des entreprises publiques en Chine et sa gestion sociale. Le cas de Shenyang et du Liaoning », *Les études du CERI*, n° 37, Paris, janvier.
- LAFARGUE F. (2005), « La Chine, une puissance africaine », *Perspectives Chinoises*, n° 90, juillet-août.
- MA MUNG, E. (2000), *La diaspora chinoise, géographie d'une migration*, Paris, Géophrys.
- MA MUNG, E. (1999), « La dispersion comme ressource », *Cultures & Conflits*, n° 33-34.
- PINA-GUERASSIMOFF, C. (coord.), (2003), « Migrations chinoises en Europe », *Migrations et Sociétés*, vol. 15, n° 89.
- PINA-GUERASSIMOFF, C. (2003), « La France, carrefour européen de la nouvelle migration chinoise », *Migrations et Sociétés*, vol. 15, n° 89, p. 47-63.
- POISSON, V. (1996), *Les Chinois originaires de la province du Zhejiang en France. Introduction à un travail sur la diaspora du Zhejiang en Europe*, mémoire de DEA en sciences sociales à l'EHESS, Paris.
- POISSON, V. (2004), *Les Chinois de l'Ile-de-France et l'infection VIH*, Rapport Arcat.
- POISSON, V. (2005), « Les Chinois de France », *Hommes et Migrations*, mars-avril.
- POISSON, V. et Y. GAO (2005), *Le trafic et l'exploitation des immigrants chinois en France*, Rapport publié par le Bureau International du Travail, mars.
- ROCCA, J.-L. (1999), « La vague du chômage déferle sur la Chine », *Monde Diplomatique*, janvier, p. 16-17.

ROULLEAU-BERGER, L. et L. SHI (2004), « Routes migratoires et circulations en Chine : entre mobilités intra-contininentales et transnationalisme », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, n° 20, 3, p. 7-27.

SANJUAN, T. (2000), *La Chine : territoire et société*, Paris, Hachette, 189 p.

SARR, A. (2005), *Le rôle économique et social des populations asiatiques à Dakar au Sénégal*, Mémoire de Master 2, Sciences géographiques, Département de Géographie, Université de Provence, 81 p.

TROLLET, P. (1999), *La diaspora chinoise*. PUF, coll. « Que sais-je ? », n° 2879.

WALDINGER, R. et Y. TSENG (1992), "Divergent Diasporas: The Chinese Communities of New York and Compared", *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 8, n° 3.

Le sous-développement est-il la véritable origine de l'insécurité et des conflits qui frappent les pays africains ? Les conflits sont-ils une conséquence de la pauvreté du continent ou un mal nécessaire à l'identification et à la résolution de tensions larvées ? Comment la communauté internationale peut-elle accompagner les États fragiles dans la prévention et la résolution des conflits ?

Ce numéro d'*Afrique contemporaine* s'intéresse à ces questions, souvent replacées au cœur de l'actualité par les crises en Côte d'Ivoire, au Darfour, au Timor Leste ou encore en Haïti. Outre les liens complexes de causalité entre conflits et développement, ce dossier examine et critique l'implication des forces de sécurité intérieure, trop souvent facteurs d'insécurité, les appuis fournis par la communauté internationale pour la reconstruction de ces appareils sécuritaires avec les programmes de désarmement, réinsertion / réinsertion des ex-combattants et, enfin, les relations entre acteurs de la sécurité et acteurs du développement.

Autres thèmes : les migrations chinoises en Afrique (Sénégal et Cap-Vert), les fondements éthiques de l'aide au développement : les télécommunications en RDC...

NUMÉROS À VENIR : « Agricultures maghrébines » ; « Démocratie, liberté et opinion publique en Afrique » ; « Processus de décentralisation en Afrique sub-saharienne ».



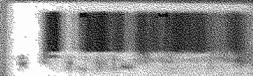
Revue trimestrielle éditée par l'Agence Française de Développement

AFCO-N.06/2

ISBN 2-8041-5117-4

ISSN 0002-0478

 de boeck



Afrique contemporaine

Afrique

Sécurité et développement

Jean-Bernard Véron

Conflit, sécurité et développement : un nouveau paradigme, mais pour quels usages ?

Philippe Hugon

Les liens entre conflits, insécurité et trappes à pauvreté

Axel Augé

Les réformes du secteur de la sécurité et de la défense

Roland Lomme et Thierry Vircoulon

La « guerre des taxis » collectifs en Afrique du Sud

Aline Leboeuf

« Sécurité et développement » : acteurs et consensus

François Gaulme

De nouvelles règles internationales pour la sécurité africaine

Jean-Marc Châtaigner

Le secteur de la sécurité dans les États et sociétés fragiles

Actualité africaine

Jean-David Naudet

Les OMD et l'aide de cinquième génération

Jacques Kiambu

Télécommunications et développement en RDC

Thierry Vircoulon

Analyse des élections municipales en Afrique du Sud

Sylvie Brédeloup et Brigitte Bertoncello

La migration chinoise au Sénégal et au Cap-Vert

Jacques Giri

Note de lecture : The White Man's Burden, de Bill Easterly

 de boeck